

Bruxelles, le 14.12.2015
C(2015) 8957 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.12.2015

**relative à un projet pilote en faveur de la République démocratique du Congo à financer
sur le budget général de l'Union européenne**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.12.2015

relative à un projet pilote en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le budget général de l'Union européenne

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil¹, et notamment son article 54, paragraphe 2, et 84 paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel pour la période 2014-2020², qui dispose en son point 3.3 comme secteur prioritaire le renforcement de la gouvernance et de l'Etat de droit. Dans le cadre du volet Justice, "renforcer la lutte contre l'impunité et les graves violations des droits de l'homme" figure parmi les objectifs spécifiques à atteindre.
- (2) La Commission s'aligne sur le document de stratégie de croissance et réduction de la pauvreté 2015-2020 qui définit une politique de développement à moyen terme et prévoit le "Renforcement de la gouvernance et de la paix" parmi ses piliers principaux.
- (3) La Commission accompagne les engagements souscrits pour la mise en œuvre de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région, signé en 2013 à Addis Abeba. Dans ce cadre, la réforme du secteur spécifique de la justice est particulièrement importante avec des priorités fixées sur la lutte contre l'impunité des crimes graves, la réforme de l'administration et la réforme pénitentiaire.
- (4) Dans le cadre des politiques de l'Union en matière de justice transitionnelle et lutte contre l'impunité des crimes graves, l'*EU Joint Staff Working Document on the Principle of Complementarity* du 31 janvier 2013³, visant à combler l'écart entre la justice pénale internationale et les systèmes judiciaires nationaux en matière de poursuite de violations relevant du droit pénal international. Par ailleurs, l'*EU Strategic Framework on Human Rights and Democracy*⁴ et le plan d'action pour 2015-2019 *Keeping Human Rights at the Heart of the EU Agenda*⁵, prévoient, *inter alia*, l'appui aux systèmes judiciaires nationaux, l'engagement de l'Union dans la promotion des droits de l'homme et de la justice transitionnelle, le renforcement des capacités de la société civile locale en ces domaines et le soutien aux mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme.

¹ JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

² Décision de la Commission du 17 juin 2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo (C(2014)3904).

³ SWD(2013)26

⁴ Luxembourg, 25 June 2012 11855/12.

⁵ JOIN(2015) 16

- (5) Conformément au cadre politique de l'Union en matière de justice transitionnelle, la Commission renforce son intervention dans la lutte contre l'impunité des crimes graves en République démocratique du Congo. De façon spécifique, à travers la présente action, la Commission est déterminée à appuyer des initiatives pilotes de nature particulièrement innovante dans le cadre de la justice pénale internationale. De telles initiatives seront ensuite englobées dans le programme d'appui à la réforme de la justice, financé par le 11^{ème} Fond européen de développement.
- (6) La présente action intitulée "Accès à la justice et réparation pour les victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo" vise à soutenir l'accès à la justice pour les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales congolaises et les mécanismes régionaux et internationaux afin de garantir la poursuite des auteurs et la réparation des préjudices subis. Les objectifs spécifiques prévus sont au nombre de trois: appuyer les juridictions civiles dans la mise en œuvre de leurs compétences en matière de poursuites des crimes graves; appuyer les avocats afin de représenter les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme en vue d'obtenir justice et réparation; appuyer les organisations non gouvernementales locales afin de documenter et de référencer les crimes graves en vue d'un accès efficace des victimes à la justice et d'assurer le suivi de leurs dossiers sur les aspects d'information, de réparation et de protection.
- (7) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁶.
- (8) Il convient de confier des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Le programme des Nations unies pour le développement fait actuellement l'objet de l'évaluation prévue par le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Par anticipation des résultats de cette évaluation, l'ordonnateur compétent considère, compte tenu de l'évaluation positive en vertu de l'antérieur règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil⁷ et de la coopération de qualité établie de longue date avec cette entité, que des tâches d'exécution du budget peuvent lui être confiées.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.
- (10) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente décision», afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent,

⁶ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

⁷ Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248, 16.9.2002, p. 1).

DÉCIDE:

Article 1

Adoption du projet pilote

Le projet pilote en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le budget général de l'Union européenne, présenté en annexe, est adopté.

Le projet pilote comporte l'action «Accès à la justice et réparation pour les victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo».

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du projet pilote visé à l'article 1^{er} est fixée à 790 000 EUR et est financée sur la ligne budgétaire 21 02 77 23 du budget général de l'Union européenne pour 2015.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits prévus dans le projet de budget pour 2016 après l'adoption du budget pour ledit exercice ou dans le système de douzièmes provisoires.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 sont énoncés à l'annexe de la présente décision.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 14.12.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission